
PARLEMENT WALLON

SESSION 2020-2021

17 MAI 2021

PROJET DE DÉCRET

**portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée
relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014**

RÉSUMÉ

Le projet de décret d'assentiment a pour objet de permettre la ratification de l'Accord entre la Belgique et la Corée du Sud relatif au programme vacances-travail.

Dès que l'Accord entrera en vigueur, l'opportunité sera offerte à de jeunes ressortissants belges (âgés de 18 à 30 ans) de voyager en Corée et à de jeunes ressortissants coréens (répondant aux mêmes critères d'âge) de venir en Belgique pour un séjour d'une durée maximale d'un an au cours duquel ils auront l'occasion de s'imprégner du mode de vie de leur pays d'accueil. La finalité première de cet Accord est donc de permettre à ses bénéficiaires de séjourner en tant que « vacanciers » dans l'autre pays tout en ayant la possibilité éventuelle de compléter leurs ressources par l'exercice d'un travail.

Le texte de l'Accord énumère les conditions auxquelles les jeunes gens concernés doivent satisfaire pour pouvoir s'inscrire dans son cadre et décrit la procédure à suivre pour obtenir les visas nécessaires. Il précise également les droits et obligations régissant la situation des ressortissants de chacun des deux pays lorsqu'ils séjournent sur le territoire de l'autre partie dans le cadre de ce programme vacances-travail.

EXPOSÉ DES MOTIFS

A. Contexte et objet du Traité

Le but de cet Accord est de permettre à des jeunes gens de chacun des deux pays, âgés de dix-huit à trente ans, de se rendre dans l'autre pays pour un séjour de vacances d'une durée maximale de douze mois tout en ayant la possibilité d'y exercer un travail afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

Ce sont les autorités coréennes qui, par l'entremise de leur Ambassade à Bruxelles ont pris l'initiative de proposer à notre pays, en mai 2011, l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un tel accord.

Puisque cette proposition s'inscrivait dans la droite ligne des accords déjà négociés avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, toutes les instances belges concernées donnèrent leur aval à ce sujet.

B. Commentaires des articles de l'Accord

L'article 1^{er} définit l'objet et la portée du programme « vacances-travail » et énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire les ressortissants des deux pays afin de pouvoir bénéficier des dispositions de l'Accord.

Ces conditions concernent notamment l'âge des participants, le fait qu'ils ne peuvent pas être accompagnés de personnes à charge, l'obligation pour eux de disposer de ressources suffisantes pendant leur séjour et d'avoir contracté une assurance couvrant les accidents de travail, les frais médicaux et d'hospitalisation et le rapatriement.

Cet article pose enfin comme règle que, pour pouvoir demander à bénéficier de l'Accord, il faut être domicilié en Belgique ou en République de Corée lors de l'introduction de la demande.

L'article 2 énonce le principe de l'octroi d'un visa approprié dont la durée ne dépasse pas douze mois, par chacune des Parties, aux ressortissants de l'autre partie répondant aux critères énumérés à l'article premier.

L'article 3 précise que les participants coréens doivent s'inscrire auprès de l'administration communale dans les huit jours de leur arrivée en Belgique. Les intéressés reçoivent une « autorisation de séjour provisoire » sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cette autorisation permet aux bénéficiaires coréens de l'Accord de résider temporairement en Belgique pour une période ne dépassant pas douze mois à compter de la date d'entrée dans l'espace Schengen. Elle leur permet également de quitter le pays et d'y rentrer sans autre formalité.

De plus, cet article prévoit que les ressortissants des deux pays ont le droit d'exercer une activité de travailleur salarié, avec dispense de permis de travail, pendant maximum six mois et qu'ils sont autorisés à suivre un programme d'études ou de formation pendant une période ne dépassant pas six mois.

L'article 4 rappelle la nécessité pour les bénéficiaires de l'Accord de respecter la législation en vigueur dans l'État d'accueil, notamment en ce qui concerne l'exercice des professions réglementées.

L'article 5 prévoit que le régime applicable en matière de sécurité sociale, est celui de l'État d'accueil. Il prévoit en outre l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays, concernant les conditions de travail et de rémunération, de sécurité et d'hygiène en matière d'emploi. Il encourage les organismes concernés de chacun des deux pays à donner des conseils appropriés aux bénéficiaires de l'Accord.

L'article 6 pose comme principe que chacune des parties peut rejeter certaines demandes de visa et peut, conformément à ses lois et règlements, refuser l'accès au territoire à tout participant considéré comme indésirable ou les refouler.

L'article 7 concerne le montant des ressources exigibles (à fixer par les Parties) et fixe à 200 le nombre de personnes pouvant bénéficier annuellement du programme dans chacun des deux pays étant entendu que ce nombre pourra être revu de commun accord chaque année.

L'article 8 détermine que tout litige né de l'interprétation ou de l'application de l'Accord sera réglé au moyen de consultations ou de négociations par voie diplomatique.

L'article 9 contient des clauses traditionnelles concernant, la durée, l'entrée en vigueur, la suspension, la dénonciation et la modification de l'Accord.

C. Nature du Traité sur le plan interne

Le caractère mixte (État fédéral/Régions) de cet accord a été reconnu par déclaration adoptée le 16 décembre 2014 par le Groupe de travail traités mixtes (G.T.T.M.).

D. Avis du Conseil d'État

Dans son avis n° 65.690/4 rendu le 30 avril 2019, le Conseil d'État rappelle que l'accord prévoit qu'en cas de divergences d'interprétation entre ses différentes linguistiques, le texte en langue anglaise prévaudra. Il recommande de joindre la version anglaise de l'accord au projet de décret qui sera déposé au Parlement wallon.

Le Gouvernement wallon a pris en compte ladite recommandation et joint la version anglaise de l'accord au projet de décret lors du dépôt sur le bureau du Parlement wallon.

E. Commentaires des articles du décret d'assentiment

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

PROJET DE DÉCRET

**portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée
relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014**

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des
Relations internationales;

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014, sortira son plein et entier effet.

Namur, le 15 mai 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

ELIO DI RUPO

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA REPUBLIQUE DE COREE
RELATIF AU PROGRAMME VACANCES-TRAVAIL

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA REPUBLIQUE DE COREE
RELATIF AU PROGRAMME VACANCES-TRAVAIL**

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA REPUBLIQUE DE COREE

(ci-après dénommés "les Parties"),

SOUCIEUX de promouvoir des relations de coopération plus étroites entre les Parties,

DESIREUX de fournir à leurs jeunes ressortissants l'occasion d'apprécier la culture et le mode de vie de l'autre pays, dans le cadre d'un séjour de vacances durant lequel ils ont la possibilité d'occuper un emploi salarié occasionnel afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent, et

CONVAINCUS de l'intérêt de faciliter ces échanges de jeunes,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

1. Le présent Accord s'applique aux jeunes ressortissants des deux Parties désireux de séjourner dans l'autre pays dans le but d'y passer des vacances tout en ayant la possibilité d'y occuper un emploi salarié occasionnel afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent.
2. Les candidats au programme vacances-travail doivent remplir les conditions suivantes:
 - a) satisfaire aux critères d'admissibilité et autres conditions découlant des lois et des politiques des deux Parties en matière d'immigration, pour tout critère non indiqué dans les sous-paragraphes b) à k);
 - b) être ressortissants de la République de Corée et résider en République de Corée ou être ressortissant du Royaume de Belgique et résider dans le Royaume de Belgique au moment de la demande;
 - c) être âgés de dix-huit (18) ans à trente (30) ans révolus à la date du dépôt de la demande de visa vacances-travail;
 - d) ne pas être accompagnés de personnes à charge;
 - e) ne pas avoir bénéficié antérieurement de ce programme;
 - f) être titulaires d'un passeport de la République de Corée ou d'un passeport belge en cours de validité. La période de validité du passeport doit être de quinze (15) mois au moins à compter de la date de délivrance du visa;
 - g) être en possession d'un billet de retour valable ou de ressources suffisantes pour acheter un tel titre de transport;
 - h) disposer de ressources suffisantes, telles que fixées par chacune des Parties, pour subvenir à leurs besoins durant la première partie de leur séjour dans l'autre pays;
 - i) avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques, valable durant la période de séjour autorisée dans l'autre pays, couvrant les accidents de travail et les soins de santé, y compris les frais médicaux, l'hospitalisation et le rapatriement pour toute la durée de leur séjour;
 - j) présenter un certificat médical prouvant qu'ils ne sont pas atteints d'une maladie ou d'une infirmité pouvant mettre en danger la santé, l'ordre ou la sécurité publics;
 - k) pouvoir produire, si cela est requis, un document officiel attestant leur honorabilité, tel un extrait de casier judiciaire;
 - l) établir à la satisfaction de l'agent des visas de l'autre Partie que leur but premier est de passer des vacances en République de Corée (ci-après dénommée "Corée") ou en Belgique et que travailler n'est qu'un but accessoire plutôt que la raison principale de la visite;
 - m) payer les droits requis.

3. Les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie peuvent introduire leur demande de visa vacances-travail auprès du poste diplomatique ou consulaire de l'autre Partie compétent en matière consulaire.

ARTICLE 2

1. Chacune des Parties, en conformité avec les dispositions du présent Accord, permettra aux participants qui remplissent les conditions prévues à l'Article 1 d'entrer sur son territoire sur présentation d'un visa vacances-travail à entrées multiples, valable pour une période ne dépassant pas douze (12) mois.
2. Les participants ne peuvent bénéficier qu'une seule fois du présent Accord. La durée de leur séjour ne peut dépasser la période de séjour autorisée, de douze (12) mois, et le but de leur séjour ne peut faire l'objet d'aucun changement au cours de cette période.

ARTICLE 3

1. À leur arrivée en Belgique, les participants coréens doivent s'inscrire dans les huit (8) jours auprès de l'administration communale de leur commune de résidence. L'autorisation de séjour accordée par la Belgique permettra à son titulaire, dès que toutes les formalités d'inscription auprès des autorités communales compétentes auront été accomplies, de séjourner en Belgique à titre temporaire pour une période ne dépassant pas douze (12) mois à compter de la date d'entrée dans l'espace Schengen. Le titre de séjour autorisera également des entrées multiples en Belgique au cours de ladite période. Il permettra au titulaire d'un document de voyage en cours de validité de circuler sur les territoires des États membres de l'espace Schengen conformément aux réglementations Schengen.
2. À leur arrivée en Corée, les participants belges doivent s'inscrire dans les nonante (90) jours auprès du bureau du Service coréen de l'immigration ayant compétence pour leur lieu de résidence. L'inscription au registre des étrangers par le Service coréen de l'immigration permettra à son titulaire, dès que toutes les formalités d'enregistrement auront été accomplies, de séjourner en Corée à titre temporaire pour une période ne dépassant pas douze (12) mois à compter de la date de la première entrée. L'autorisation permettra également des entrées multiples en Corée au cours de ladite période.
3. Les participants coréens séjournant en Belgique seront exemptés de l'obligation de posséder un permis de travail pour exercer un travail salarié. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi permanent pendant leur séjour et la période totale de travail ne pourra dépasser six (6) mois.
4. Les participants belges séjournant en Corée seront exemptés de l'obligation de posséder un permis de travail pour exercer un travail salarié. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi permanent pendant leur séjour et la période totale de travail ne pourra dépasser six (6) mois. Ils ne seront pas autorisés à occuper un emploi qui requiert une autorisation spécifique du Service coréen de l'immigration.
5. Les participants coréens séjournant en Belgique ne seront pas autorisés à suivre quelque programme d'études ou formation que ce soit pendant plus de six (6) mois.

6. Les participants belges séjournant en Corée ne seront pas autorisés à suivre quelque programme d'études ou formation que ce soit pendant plus de six (6) mois.

ARTICLE 4

Les ressortissants de l'une ou l'autre Partie titulaires d'un visa vacances-travail qui séjournent dans l'autre État seront tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans l'État d'accueil concernant particulièrement l'exercice des professions réglementées.

ARTICLE 5

1. Les participants seront traités de la même manière que les ressortissants du pays d'accueil en ce qui concerne l'application des lois et règlements de celui-ci.
2. Dans le cas où les participants exercent une activité salariée, les lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil concernant les conditions de travail, de rémunération, de sécurité et d'hygiène en matière d'emploi leur seront applicables.
3. Les participants et leurs employeurs seront tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil en matière de sécurité sociale.
4. Les participants ne pourront exercer aucun emploi contraire aux objectifs du présent Accord.
5. Les Parties encouragent les organismes concernés, dans la juridiction du pays d'accueil, à apporter leur concours à l'application du présent Accord, et à donner notamment les informations pertinentes aux participants.

ARTICLE 6

1. Il sera loisible à chacune des Parties de refuser d'approuver une demande reçue dans le cadre du programme vacances-travail.
2. Chacune des Parties pourra, conformément à ses lois et règlements, refuser à tout participant considéré comme indésirable l'entrée sur son territoire ou prendre une mesure d'éloignement à l'encontre de n'importe quel participant qui a été autorisé à pénétrer sur son territoire dans le cadre du présent Accord.

ARTICLE 7

1. Le montant minimal des ressources exigibles en vertu de l'Article 1(2)(h) est fixé par chacune des Parties et communiqué par écrit entre les Parties.

2. Le décompte des participants visés par le présent Accord s'effectue à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci jusqu'à la fin de l'année en cours puis annuellement, du 1^{er} janvier au 31 décembre.
3. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le nombre maximum de participants de chacune des Parties autorisés à en bénéficier sera de deux cents (200) par année.
4. Ce quota pourra être revu annuellement par accord mutuel entre les Parties et fixé par échange de notes diplomatiques. Pareil échange de notes visant à modifier le quota ne sera pas considéré comme un amendement fondamental au présent Accord.

ARTICLE 8

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé au moyen de consultations ou de négociations entre les Parties par la voie diplomatique.

ARTICLE 9

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la date à laquelle la dernière des deux parties a notifié par écrit à l'autre partie l'accomplissement de leurs formalités internes pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Les dispositions du présent Accord pourront à tout moment faire l'objet de consultations entre les deux Parties par la voie diplomatique. Des amendements au présent Accord pourront à tout moment faire l'objet de négociations entre les deux Parties. Lesdits amendements se feront sous forme écrite et seront approuvés par les deux Parties. Les amendements entreront en vigueur trente (30) jours après la réception de la deuxième note diplomatique par laquelle l'une des Parties informe l'autre Partie de l'accomplissement de ses formalités internes pour l'entrée en vigueur desdits amendements.
3. Chaque Partie pourra à tout moment dénoncer le présent Accord en le notifiant à l'autre Partie par la voie diplomatique avec un préavis de trois mois.
4. Chaque Partie pourra suspendre temporairement l'application du présent Accord en le notifiant à l'autre Partie par la voie diplomatique avec un préavis de trois (3) mois.

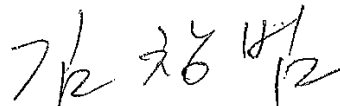
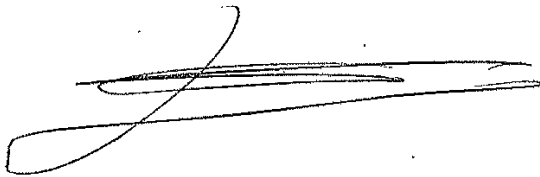
5. La dénonciation ou la suspension temporaire de l'exécution de dispositions du présent Accord ne remet pas en cause l'accès au territoire ni le droit au séjour des personnes déjà admises au programme vacances-travail.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 14 avril 2014, en deux exemplaires, en langues française, néerlandaise, coréenne et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:



OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK KOREA
INZAKE EEN WERKVAKANTIEPROGRAMMA

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK KOREA
INZAKE EEN WERKVAKANTIEPROGRAMMA**

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK KOREA

(hierna genoemd "de Partijen"),

VERLANGEND een nauwere samenwerking tussen de Partijen te bevorderen,

GELEID DOOR DE WENS hun jonge onderdanen de kans te geven de cultuur en de manier van leven van het andere land te leren waarderen, door er een vakantie door te brengen met de mogelijkheid om er ook tijdelijk betaalde arbeid te verrichten en aldus de financiële middelen waarover ze beschikken, aan te vullen en

OVERTUIGD van het belang deze jongerenuitwisseling te vergemakkelijken,

Zijn het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op jonge onderdanen van beide Partijen die in het andere land willen verblijven met de bedoeling er een vakantie door te brengen terwijl ze de mogelijkheid hebben om er tijdelijk betaalde arbeid te verrichten om aldus de financiële middelen waarover ze beschikken, aan te vullen.
2. Kandidaten voor het Werkvakantieprogramma moeten de volgende voorwaarden vervullen:
 - a) voldoen aan de toelatingscriteria en aan andere voorwaarden die voortvloeien uit de immigratiewetgeving en het immigratiebeleid van beide Partijen, voor zover het criteria betreft die niet onder de letters b) tot k) zijn opgegeven;
 - b) onderdaan zijn van de Republiek Korea en in de Republiek Korea wonen, dan wel onderdaan zijn van het Koninkrijk België en in het Koninkrijk België wonen bij het indienen van de aanvraag;
 - c) tenminste achttien (18) jaar zijn en niet ouder dan dertig (30) jaar zijn op het ogenblik van het indienen van de visumaanvraag voor een werkvakantie;
 - d) niet worden vergezeld door personen ten laste;
 - e) nog nooit aan dit programma hebben deelgenomen;
 - f) in het bezit zijn van een geldig paspoort van de Republiek Korea of een geldig Belgisch paspoort. Het paspoort dient nog minstens vijftien (15) maanden na de datum van afgifte van het visum geldig te zijn;
 - g) over een geldig retourticket of over voldoende financiële middelen beschikken om een retourticket aan te schaffen;
 - h) over voldoende financiële middelen, zoals bepaald door elke Partij, beschikken om gedurende de eerste periode van hun verblijf in het andere land in hun levensonderhoud te kunnen voorzien;
 - i) een verzekering hebben afgesloten tegen alle risico's voor de periode gedurende dewelke zij worden toegelaten om in het andere land te verblijven. Deze verzekering dient de arbeidsongevallen en de gezondheidszorg te dekken, voor de gehele duur van hun verblijf, hospitalisatie en repatriëring inbegrepen;
 - j) een medisch attest kunnen overleggen waaruit blijkt dat zij geen ziekten of gebreken hebben die de volksgezondheid, de openbare orde of de openbare veiligheid in gevaar kunnen brengen;
 - k) op verzoek het bewijs van goed zedelijk gedrag kunnen leveren aan de hand van een officieel document, bijvoorbeeld een uittreksel uit het strafregister;
 - l) voor de visumambtenaar van de andere Partij aannemelijk maken dat een reis naar de Republiek Korea (hierna genoemd "Korea") of naar België het hoofddoel en de mogelijkheid om er te werken van bijkomstige aard is;

- m) de vereiste visumrechten betalen.
3. De onderdanen van elke Partij kunnen een visum voor een werkvakantie aanvragen bij de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor consulaire zaken van de andere Partij.

ARTIKEL 2

1. Overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, geeft elke Partij de deelnemers die voldoen aan de in Artikel 1 gestelde voorwaarden, toelating om haar grondgebied binnen te komen mits voorlegging van een meervoudig inreisvisum voor een werkvakantie waarvan de geldigheidsduur de twaalf (12) maanden niet overschrijdt.
2. De deelnemers kunnen slechts eenmaal genieten van deze Overeenkomst. De duur van hun verblijf mag de toegelaten periode van twaalf (12) maanden niet overschrijden en het doel van hun verblijf mag in de loop van deze periode niet worden gewijzigd.

ARTIKEL 3

1. Bij hun aankomst in België dienen de Koreaanse deelnemers zich binnen de acht 8 dagen in te schrijven bij de gemeentelijke overheid (gemeente/commune) waar ze zullen verblijven. De door België afgegeven verblijfsvergunning laat de houder toe om na het afhandelen van de inschrijvingsformaliteiten bij het betreffende gemeentebestuur, tijdelijk in België te verblijven voor een periode van maximum twaalf (12) maanden vanaf de datum van aankomst in het Schengengebied. Daarnaast geeft deze verblijfsvergunning de houder het recht op meervoudige binnenkomsten in België gedurende deze periode. Met de verblijfsvergunning kunnen houders van een geldig reisdocument vrij reizen binnen het grondgebied van de Schengenlidstaten, overeenkomstig de Schengen regelgeving.
2. Bij hun aankomst in Korea dienen Belgische deelnemers zich in te schrijven bij het bureau van de Korea Immigration Service dat bevoegd is voor hun verblijfplaats, en dit binnen de negentig (90) dagen na hun aankomst. De registratie van vreemdelingen door het bureau van de Korea Immigration Service verleent de houder, na het afhandelen van de inschrijvingsformaliteiten, het recht om tijdelijk in Korea te verblijven voor een periode van maximum twaalf (12) maanden vanaf de datum van eerste binnenkomst. De vergunning geeft de houder het recht op meervoudige binnenkomsten in Korea gedurende deze periode.
3. Koreaanse deelnemers in België zijn vrijgesteld van de verplichting een arbeidskaart te hebben om als werknemer arbeid te verrichten. Zij hebben echter niet de toelating tijdens hun verblijf in vast dienstverband te werken en in totaal mogen zij niet langer dan zes (6) maanden worden tewerkgesteld.
4. Belgische deelnemers in Korea zijn vrijgesteld van de verplichting een arbeidskaart te hebben om als werknemer arbeid te verrichten. Zij hebben echter niet de toelating tijdens hun verblijf in vast dienstverband te werken en in totaal mogen zij niet langer dan zes (6) maanden worden tewerkgesteld. Daarnaast mogen zij geen werk verrichten waarvoor de specifieke toestemming van de Korea Immigration Service is vereist.

5. Koreaanse deelnemers in België mogen niet langer dan zes (6) maanden een studie of opleiding volgen.
6. Belgische deelnemers in Korea mogen niet langer dan zes (6) maanden een studie of opleiding volgen.

ARTIKEL 4

Onderdanen van de ene Partij die met een visum voor werkvakanties in het land van de andere Partij verblijven, nemen de in het gastland van kracht zijnde wetten en voorschriften in acht, met name die welke van toepassing zijn op de uitoefening van gereguleerde beroepen.

ARTIKEL 5

1. De deelnemers genieten dezelfde behandeling als de onderdanen van het gastland, met betrekking tot de toepassing van diens wetten en voorschriften.
2. Wanneer de deelnemers arbeid verrichten zijn de wetten en voorschriften die in het gastland gelden op het gebied van arbeidsvoorwaarden, bezoldiging, veiligheid en gezondheid op het werk op hen van toepassing.
3. De deelnemers alsmede hun werkgevers dienen te voldoen aan de wetgeving en de voorschriften inzake sociale zekerheid van het gastland.
4. De deelnemers mogen geen arbeid verrichten die ingaat tegen het doel van deze Overeenkomst.
5. De Partijen moedigen de bevoegde instanties in de respectieve gastjurisdicties aan mee te werken aan de toepassing van deze overeenkomst, inzonderheid door relevante informatie te verstrekken aan de deelnemers.

ARTIKEL 6

1. Het staat elk van de Partijen vrij bepaalde aanvragen voor het werkvakantieprogramma te verwerpen.
2. Elk van de Partijen kan overeenkomstig haar wetten en voorschriften een ongewenst geachte deelnemer de toegang tot haar grondgebied weigeren of een deelnemer die krachtens deze Overeenkomst toegang tot haar grondgebied had gekregen, uitwijzen.

ARTIKEL 7

1. Elk van de Partijen bepaalt het minimumbedrag van de uit hoofde van lid 2(h) van Artikel 1 vereiste financiële middelen en deelt het bepaalde bedrag schriftelijk mee aan de andere Partij.
2. Het deelnemersquotum onder deze Overeenkomst is van toepassing vanaf de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst tot het einde van het lopende jaar en daarna op jaarbasis van 1 januari tot 31 december.
3. Zodra deze Overeenkomst in werking treedt, kunnen jaarlijks tot tweehonderd (200) deelnemers voor elke Partij aan het programma deelnemen.
4. Dit quotum kan jaarlijks met wederzijdse toestemming van de Partijen worden herzien en vastgelegd middels een uitwisseling van diplomatieke nota's. Zodanige uitwisseling tot herziening van het quotum wordt niet beschouwd als een formele wijziging van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 8

Geschillen inzake de toepassing of uitlegging van deze Overeenkomst worden beslecht via overleg of onderhandeling tussen de Partijen langs diplomatieke weg.

ARTIKEL 9


1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de datum waarop de laatste van de twee Partijen de andere Partij er schriftelijk van in kennis heeft gesteld dat aan de interne voorschriften voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst is voldaan.
2. De bepalingen van deze Overeenkomst kunnen te allen tijde het voorwerp uitmaken van overleg tussen de twee Partijen langs diplomatieke weg. Over wijzigingen aan deze Overeenkomst kan te allen tijde tussen de twee Partijen worden onderhandeld. Deze wijzigingen worden schriftelijk vastgelegd en door beide Partijen goedgekeurd. Wijzigingen worden van kracht dertig (30) dagen na ontvangst van de tweede diplomatieke nota waarin de ene Partij de andere Partij ervan in kennis stelt dat aan de interne procedures voor de inwerkingtreding van deze wijzigingen is voldaan.
3. Elk van de Partijen kan de toepassing van deze Overeenkomst beëindigen door de ander Partij drie maanden op voorhand langs diplomatieke weg hiervan in kennis te stellen.
4. Elk van de Partijen kan de toepassing van deze Overeenkomst tijdelijk opschorten door de andere Partij drie (3) maanden op voorhand langs diplomatieke weg hiervan in kennis te stellen.

5. De opzegging van deze Overeenkomst of de tijdelijke opschorting van de uitvoering van bepalingen uit deze Overeenkomst laat het recht op toegang of verblijf van de personen die reeds tot het werkvakantieprogramma zijn toegelaten, onverlet.

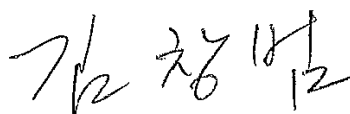
TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud, te Brussel, op 14 april 2014, in de Franse, de Nederlandse, de Koreaanse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:



VOOR DE REPUBLIEK KOREA:



AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF KOREA
CONCERNING A WORKING HOLIDAY PROGRAM

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF KOREA
CONCERNING A WORKING HOLIDAY PROGRAM**

THE KINGDOM OF BELGIUM

AND

THE REPUBLIC OF KOREA

(hereafter referred to as "the Parties"),

DESIRING to promote a closer co-operative relationship between the Parties,

WISHING to provide opportunities for their young nationals to appreciate each other's culture and way of life by taking a holiday during which they have the possibility of holding casual paid employment in order to supplement the financial resources available to them, and

CONVINCED of the value of facilitating these youth exchanges,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

1. This Agreement applies to young nationals of the two Parties desiring to stay in the other country for the purpose of holidaying while nonetheless having the possibility of holding casual paid employment in order to supplement the financial resources available to them.
2. Applicants for the Working Holiday Program shall meet the following conditions:
 - a) satisfy the eligibility and other criteria set out in the immigration legislation and policies of both Parties with regard to any criteria not set out in subparagraphs b) to k);
 - b) are nationals of the Republic of Korea who reside in the Republic of Korea or are nationals of the Kingdom of Belgium who reside in the Kingdom of Belgium at the time of the application;
 - c) are between the ages of eighteen (18) and thirty (30) years, both inclusive, on the date the application for a working holiday visa is submitted;
 - d) are not accompanied by dependants;
 - e) have not previously benefited from this Program;
 - f) hold a valid passport of the Republic of Korea or a valid Belgian passport. The passport must be valid for at least fifteen (15) months from the date on which the visa is issued;
 - g) possess a valid return travel ticket or sufficient funds to purchase such a ticket;
 - h) have reasonable funds for their maintenance during the initial period of stay in the other country, as determined by each Party;
 - i) have taken out all-risk insurance for the period for which they are authorized to stay in the other country, covering them for accidents at work and for healthcare, including medical costs, hospitalization and repatriation, for the full duration of their stay;
 - j) submit a medical certificate proving that they are not suffering from any disease or infirmity that may endanger public health, order, or security;
 - k) produce, as required, official documentary evidence of good conduct, such as a criminal record check;
 - l) establish to the satisfaction of the other Party's visa officer that their primary objective is to travel to the Republic of Korea (hereafter referred to as "Korea") or to Belgium for a holiday and that work is only a secondary objective and not the main reason for the visit;
 - m) pay the required fees.

3. Nationals of either Party may apply for a working holiday visa at the diplomatic or consular post-competent for consular matters of the other Party.

ARTICLE 2

1. Each Party, in accordance with this Agreement, shall allow the participants who meet the conditions set out in Article 1 to enter its territory under cover of a multiple entry working holiday visa, valid for a period not exceeding twelve (12) months.
2. Participants may only benefit from this Agreement once. The duration of their stay shall not exceed the authorized period of twelve (12) months and the purpose of their stay shall not be subject to any change during this period.

ARTICLE 3

1. Upon their arrival in Belgium, Korean participants must register with the municipal authority (*commune/gemeente*) where they take up residence within eight (8) days of their arrival. The residence permit granted by Belgium shall allow the holder, following the completion of registration requirements at the relevant municipal authority, to reside temporarily in Belgium for a period not exceeding twelve (12) months from the date of entry in the Schengen area. The permit shall also allow for multiple entries into Belgium during this period. The residence permit shall allow the holder of a valid travel document to circulate within the territories of the Schengen Member States in accordance with the Schengen regulations.
2. Upon their arrival in Korea, Belgian participants must register with the office of the Korea Immigration Service, which has jurisdiction over their residence, within ninety (90) days of their arrival. Alien registration granted by the Korea Immigration Service allows the holder, following the completion of registration requirements at the Korea Immigration Service, to reside temporarily in Korea for a period not exceeding twelve (12) months from the date of first entry. The permit shall also allow for multiple entries into Korea during this period.
3. Korean participants in Belgium shall be exempt from the obligation to hold a work permit to engage in an activity as a salaried worker. They shall not be permitted to engage in permanent employment during their stay and may work for a total period not exceeding six (6) months.
4. Belgian participants in Korea shall be exempt from the obligation to hold a work permit to engage in an activity as a salaried worker. They shall not be permitted to engage in permanent employment during their visit and may work for a total period not exceeding six (6) months. They shall not be permitted to engage in employment which needs specific permission from the Korea Immigration Service.
5. Korean participants in Belgium shall not be permitted to engage in any study or training for more than six (6) months.

6. Belgian participants in Korea shall not be permitted to engage in any study or training for more than six (6) months.

ARTICLE 4

Nationals of either Party staying in the other country with a working holiday visa shall comply with the laws and regulations in force in the host country, particularly concerning the practice of regulated professions.

ARTICLE 5

1. Participants shall be treated in the same way as individuals from the host country as far as the enforcement of laws and regulations is concerned.
2. When participants are employed, the laws and regulations of the host country concerning the terms and conditions of work, remuneration, and safety and hygiene in employment shall apply.
3. Participants and their employers shall comply with the laws and regulations of the host country in matters related to social security.
4. Participants shall not engage in employment that is contrary to the purposes of this Agreement.
5. The Parties shall encourage the relevant organizations, in the respective host jurisdictions to lend their support to the implementation of this Agreement and particularly to give relevant information to the participants.

ARTICLE 6

1. Either Party may refuse to approve any particular application it receives for the Working Holiday Program.
2. Either Party may, consistent with its own laws and regulations, refuse the entry into its territory of any participant whom it may consider undesirable, or remove any participant from its territory who has obtained entry under this Agreement.

ARTICLE 7

1. The minimum amount of funds required under Article 1(2)(h) shall be determined by each Party and communicated via written exchanges between the Parties.

2. The number of participants under this Agreement shall be counted from the date this Agreement enters into force until the end of the current year, and then annually from 1 January until 31 December.
3. When this Agreement enters into force, up to two hundred (200) participants per annum from each Party shall be allowed to benefit from it.
4. This quota may be revised annually by mutual agreement of the Parties and recorded through an exchange of diplomatic notes. Any such exchange revising the quota shall not be regarded as a formal amendment to this Agreement.

ARTICLE 8

Any dispute arising from the interpretation or implementation of this Agreement shall be resolved by consultation or negotiation between the Parties through diplomatic channels.

ARTICLE 9

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the third month after the date on which the last of the two Parties has notified the other in writing that its domestic requirements for the entry into force of this Agreement have been complied with.
2. The provisions of this Agreement may at any time be subject to consultations between the two Parties through diplomatic channels. Amendments to this Agreement may be negotiated between the two Parties at any time. These amendments shall be concluded in written form and approved by both Parties. Amendments shall enter into force thirty (30) days after the receipt of the second diplomatic note in which one of the Parties informs the other of the fulfillment of its domestic requirements for the entry into force of such amendments.
3. Either Party may terminate this Agreement by giving three months' prior written notice to the other Party through diplomatic channels.
4. Either Party may temporarily suspend the application of this Agreement by giving three (3) months' prior written notice to the other Party through diplomatic channels.

5. The termination of this Agreement or the temporary suspension of the implementation of any of the provisions of this Agreement shall not affect the right to enter or stay of persons already accepted into the Working Holiday Program.

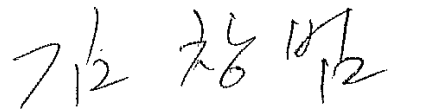
IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Brussels, on the 14th day of April 2014, in the French, Dutch, Korean and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

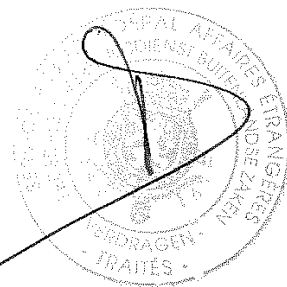
FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:



FOR THE REPUBLIC OF KOREA:



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles, 08-01-2015
Brussel,
Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België



ROYAUME DE BELGIQUE
AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

65.690/4

Le 18 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement wallon à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret « portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014 ».

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 avril 2019. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Bernard Blero et Wanda Vogel, conseillers d'État, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier Delgrange, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 avril 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois « sur le Conseil d'État », coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet (*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des forma-

lités préalables, conformément à l'article 84, §3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

1. L'avant-projet de décret soumis pour avis tend à donner assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée « relatif au programme vacances-travail », fait à Bruxelles le 14 avril 2014. Cet Accord a pour objet de permettre à des jeunes (18-30 ans) des deux pays de se rendre dans l'autre pays pour un séjour de vacances d'une durée maximale de douze mois tout en ayant la possibilité d'y occuper un emploi salarié occasionnel.

2. Selon la formule finale de l'Accord, il est prévu, en cas de divergence d'interprétation entre ses versions en langues française, néerlandaise, anglaise et coréenne, que le texte en langue anglaise prévaudra.

La version anglaise de l'Accord doit dès lors être jointe au projet de décret qui sera déposé au Parlement wallon.

Le Greffier,
C.-H. Van Hove

Le Président,
M. Baguet

(*) S'agissant d'un avant-projet de décret, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

AVANT-PROJET DE DÉCRET

portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée
relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014

Exposé des motifs

A. Contexte et objet du Traité

Le but de cet Accord est de permettre à des jeunes gens de chacun des deux pays, âgés de dix-huit à trente ans, de se rendre dans l'autre pays pour un séjour de vacances d'une durée maximale de douze mois tout en ayant la possibilité d'y exercer un travail afin de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

Ce sont les autorités coréennes qui, par l'entremise de leur Ambassade à Bruxelles ont pris l'initiative de proposer à notre pays, en mai 2011, l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un tel accord.

Puisque cette proposition s'inscrivait dans la droite ligne des accords déjà négociés avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, toutes les instances belges concernées donnèrent leur aval à ce sujet.

B. Commentaires des articles de l'Accord

L'article 1^{er} définit l'objet et la portée du programme « vacances-travail » et énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire les ressortissants des deux pays afin de pouvoir bénéficier des dispositions de l'Accord.

Ces conditions concernent notamment l'âge des participants, le fait qu'ils ne peuvent pas être accompagnés de personnes à charge, l'obligation pour eux de disposer de ressources suffisantes pendant leur séjour et d'avoir contracté une assurance couvrant les accidents de travail, les frais médicaux et d'hospitalisation et le rapatriement.

Cet article pose enfin comme règle que, pour pouvoir demander à bénéficier de l'Accord, il faut être domicilié en Belgique ou en République de Corée lors de l'introduction de la demande.

L'article 2 énonce le principe de l'octroi d'un visa approprié dont la durée ne dépasse pas douze mois, par chacune des Parties, aux ressortissants de l'autre partie répondant aux critères énumérés à l'article premier.

L'article 3 précise que les participants coréens doivent s'inscrire auprès de l'administration communale dans les huit jours de leur arrivée en Belgique. Les intéressés reçoivent une « autorisation de séjour provisoire » sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cette autorisation permet aux bénéficiaires coréens de l'Accord de

résider temporairement en Belgique pour une période ne dépassant pas douze mois à compter de la date d'entrée dans l'espace Schengen. Elle leur permet également de quitter le pays et d'y rentrer sans autre formalité.

De plus, cet article prévoit que les ressortissants des deux pays ont le droit d'exercer une activité de travailleur salarié, avec dispense de permis de travail, pendant maximum six mois et qu'ils sont autorisés à suivre un programme d'études ou de formation pendant une période ne dépassant pas six mois.

L'article 4 rappelle la nécessité pour les bénéficiaires de l'Accord de respecter la législation en vigueur dans l'État d'accueil, notamment en ce qui concerne l'exercice des professions réglementées.

L'article 5 prévoit que le régime applicable en matière de sécurité sociale, est celui de l'État d'accueil. Il prévoit en outre l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays, concernant les conditions de travail et de rémunération, de sécurité et d'hygiène en matière d'emploi. Il encourage les organismes concernés de chacun des deux pays à donner des conseils appropriés aux bénéficiaires de l'Accord.

L'article 6 pose comme principe que chacune des parties peut rejeter certaines demandes de visa et peut, conformément à ses lois et règlements, refuser l'accès au territoire à tout participant considéré comme indésirable ou les refouler.

L'article 7 concerne le montant des ressources exigibles (à fixer par les Parties) et fixe à 200 le nombre de personnes pouvant bénéficier annuellement du programme dans chacun des deux pays étant entendu que ce nombre pourra être revu de commun accord chaque année.

L'article 8 détermine que tout litige né de l'interprétation ou de l'application de l'Accord sera réglé au moyen de consultations ou de négociations par voie diplomatique.

L'article 9 contient des clauses traditionnelles concernant, la durée, l'entrée en vigueur, la suspension, la dénonciation et la modification de l'Accord.

C. Nature du Traité sur le plan interne

Le caractère mixte (État fédéral/Régions) de cet accord a été reconnu par déclaration adoptée le 16 décembre 2014 par le Groupe de travail traités mixtes.

AVANT-PROJET DE DÉCRET

portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée
relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des
Relations internationales;

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014, sortira son plein et entier effet.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

ELIO DI RUPO

Rapport du 15 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 2015 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales

Objet : Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014.

Question 1. Le Projet de réglementation affecte-t-il, directement ou indirectement, l'égalité entre les hommes et les femmes ?

Non, il n'y a aucun impact sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

Question 2. Y a-t-il des différences entre la situation respective des hommes et des femmes dans la matière relative au projet de réglementation ?

Non.

Question 3. Comment comptez-vous prévenir ou compenser les éventuels effets négatifs du projet de réglementation sur l'égalité entre les hommes et les femmes ?

Etant donné qu'il n'y a aucun impact sur l'égalité entre les hommes et les femmes, des mesures compensatoires ne sont pas nécessaires.



14 JUIL. 2015

Note à Madame Marianne ZEEGERS,
Inspectrice générale des Finances,

Concerne : Procédure d'assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014.

Réf. à rappeler : PaD/CC/FR/Traités mixtes/13072015/S2015- 242192
Agent traitant : Frédéric RYCHTER – f.rychter@wbi.be – 02/421.82.45

La procédure d'assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, fait à Bruxelles le 14 avril 2014, peut être entamée.

Dans le cadre de la procédure d'assentiment, l'avis de l'Inspection des Finances, sollicité en application des règles de contrôle administratif et budgétaire en vigueur en Wallonie, est requis.

Je joins en annexe le texte certifié conforme de l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Corée relatif au programme vacances-travail, ainsi que la déclaration du caractère mixte (Etat fédéral / Régions) établie lors de la réunion du GTTM du 16 décembre 2014.

Il n'y a pas d'incidence budgétaire nouvelle liée à l'assentiment donné à ce texte par la Wallonie.

Je remercie Madame l'Inspectrice générale des Finances de bien vouloir me communiquer son avis afin de poursuivre le traitement administratif de ce dossier.

M. ZEEGERS
Inspectrice générale des Finances

Christian Carette
Inspecteur Général

Pascale DELCOMMINETTE
Administratrice générale

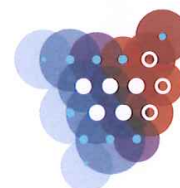
Annexes :

- Texte de l'Accord ;
- Rapport du GTTM du 16.12.2014.

Wallonie - Bruxelles International

Place Saintelette 2 / 1080 Bruxelles / Belgique
(T) +32 2 421 82 11 / (F) +32 2 421 87 87 / wbi@wbi.be

www.wbi.be www.walloniabrussels.be



| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>instemmingsprocedure van deze akkoorden kan dus worden gestart. De Directie Verdragen van de FOD Buitenlandse Zaken zal de eensluidende afschriften doorsturen.</p> | <p>d'assentiment peuvent dès lors être entamées. La Direction Traités du SPF Affaires étrangères enverra les copies conformes.</p> |
| <p>Dit voorstel van beslissing wordt goedgekeurd.</p> | <p>Cette proposition de décision est approuvée.</p> |
| <p>3. <u>(20-2014) Agreement between the Kingdom of Belgium and the Republic of Korea concerning a Working Holiday Program</u></p> | <p>3. <u>(20-2014) Agreement between the Kingdom of Belgium and the Republic of Korea concerning a Working Holiday Program</u></p> |
| <p>4. <u>(07-2014) Agreement between the Government of Japan and the Government of the Kingdom of Belgium concerning a Working Holiday Visas</u></p> | <p>4. <u>(07-2014) Agreement between the Government of Japan and the Government of the Kingdom of Belgium concerning a Working Holiday Visas</u></p> |
| <p>De voorzitter deelt mee dat de Vlaamse Gemeenschap/Gewest zich aansluit bij het standpunt van de Franse Gemeenschap/Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk gemengd "federale Staat/Gewesten". De Duitstalige Gemeenschap heeft van haar kant laten weten dat zij zich niet bevoegd acht.</p> | <p>Le président signale que la Communauté/Région flamande se rallie au point de vue de la Communauté française/Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, notamment mixte « Etat fédéral/Régions ». La Communauté germanophone a fait savoir de son côté qu'elle ne se sent pas compétente.</p> |
| <p>Mevrouw <u>Loontjes</u> (Directie-Generaal Bilaterale Zaken, Zuid & Oost-Azië, Oceanië - B1.5) onderlijnt het urgent karakter. Zij zal op korte termijn een vergadering organiseren.</p> | <p>Madame <u>Loontjes</u> (Direction générale Affaires bilatérales, Asie du Sud & de l'Est, Océanie - B1.5) souligne le caractère urgent. Elle organisera à court terme une réunion.</p> |
| <p>Gezien wat voorafgaat, stelt de <u>voorzitter</u> volgende beslissing voor :</p> | <p>Vu ce qui précède, le <u>président</u> propose la décision suivante :</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - het gemengd karakter (federale Staat/Gewesten) wordt vastgelegd - de Gewesten zullen meedelen of ze wensen deel te nemen aan de onderhandelingen over het akkoord met Japan - de instemmingsprocedure van de overeenkomst met Korea, ondertekend op 14 april 2014, kan worden opgestart. De Directie Verdragen van de FOD Buitenlandse Zaken zal het eensluidende afschrift doorsturen. | <ul style="list-style-type: none"> - le caractère mixte (Etat fédéral/Régions) est arrêté - les Régions feront savoir si elles souhaitent participer aux négociations de l'accord avec le Japon - la procédure d'assentiment concernant l'accord avec le Corée, signé le 14 avril 2014, peut être entamée. La Direction Traités du SPF Affaires étrangères enverra la copie conforme. |

Werkgroep gemengde verdragen – Groupe de travail traités mixtes
Vergadering – Réunion 16.12.2014